

les y faire replacer. Car, pour nous, une faute involontaire n'est pas une faute. Ce n'est qu'une erreur, et nous n'en tenons pas compte.

Ce que nous avons écrit jusqu'à présent, sur cette matière, nous l'avons fait sans passion et nous sommes flattés de voir la *Minerve* prendre un ton paisible et modéré, propre à convaincre et non à mortifier. Il doit être libre à chacun d'exprimer ses opinions sur des sujets de controverse et de discussion. Dès que la franchise, la sincérité et l'honnêteté y préside, nous ne voyons pas pourquoi il serait défendu de le faire. Il est des circonstances où la chose est avantageuse et même nécessaire. Une discussion franche et désintéressée doit finir par éclairer celui qui est dans l'erreur, et souvent même c'est le seul moyen d'y parvenir. Mais pour juger avec connaissance de cause, il faut entendre les parties. C'est pour cela que nous nous faisons un devoir de rapporter les raisons de part et d'autre. Pour montrer à la *Minerve* notre sincérité et pour qu'elle ne puisse nous accuser de partialité, nous allons non seulement analyser, mais même rapporter tout au long son article du 4, ne pour rien dénaturer. Dans un prochain num. éro nous nous proposons encore d'insérer dans nos colonnes son article éditorial du 25 dernier, comme étant ce qui nous a paru plus fort en faveur des ministres résignataires (résignans). Nous avouons sans peine que ce morceau nous paraît rédigé avec beaucoup d'art et de logique et que sa rédaction seule suffirait pour faire honneur à son auteur. Pour rendre justice à tous et mettre nos lecteurs en état de juger avec connaissance de cause nous publierons aussi les explications que l'*Aurore* a données dans ses articles éditoriaux du 19 et 21 décembre dernier. Voici maintenant l'article de la *Minerve*, auquel nous avons fait allusion.

*Encore la résignation.* — C'est sous ce titre que les *Mélanges Religieux* du 2 de ce mois, résument les assertions fausses et injurieuses portées contre les membres résignataires du dernier cabinet par un homme dont la célébrité, aujourd'hui, est loin d'être digne d'envie. Tant qu'elles ne seront portées que par cet homme là, nous n'avons rien à redouter, car elles n'auront aucun effet. Mais, lorsque nous les voyons reproduites par un journal dont le titre seul doit commander le respect, et que ce journal s'expose à leur donner cours sous la forme éditoriale, sans même informer ses lecteurs à quelle source il a puisé, il devient de notre devoir de faire pour les rédacteurs des *Mélanges*, ce qu'eux mêmes auraient dû faire, avant de donner l'autorité de leur journal à la propagation d'imputations mensongères contre des hommes dont ils avaient été les premiers à approuver la conduite. Ils auraient dû dire que le paragraphe en question n'est que le résumé de la lettre de M. Edward Gibbon Wakefield. Avec la mention de ce nom, le lecteur aurait eu l'antidote à côté du poison. C'est en vain que les *Mélanges* nous diront qu'ils font allusion à M. Wakefield, dans la dernière partie de cette phrase : "Voilà une partie des accusations que publient contre l'ex-ministère, non-seulement ses ennemis, mais encore ceux qui étaient regardés comme ses meilleurs amis." Quels sont donc ces meilleurs amis, sur l'autorité desquels le journal religieux appuie cette assertion ? Nous n'hésitons pas à le dire, il n'y en a aucun de cette sorte, à moins qu'on ait voulu désigner sous ce nom M. Wakefield. Et alors, pourquoi faire usage du *phuriel* ? N'aurait-on pas dû s'apercevoir que par là, l'on s'exposait à induire en erreur quelques lecteurs trop bénévoles ? Est-ce que les assertions gratuites d'un étranger spéculateur, qui ne doit être qu'un moment dans le pays, auront plus de poids dans la balance de la justice, aux yeux des *Mélanges Religieux*, que les déclarations franches et honnêtes d'hommes qui ont préféré sacrifier pouvoir, honneurs, grandeurs, plutôt que de sacrifier un principe de gouvernement qui, honnêtement mis en action sous l'administration du meilleur de nos gouverneurs, avait rétabli la paix et la tranquillité dans notre malheureuse patrie ? Est-ce que les assertions de cet étranger l'emporteront, dans l'opinion des *Mélanges Religieux*, sur le vote de confiance et d'approbation donné aux membres résignataires par les deux tiers de la chambre représentative, après audition des parties, les membres résignataires d'un côté, et M. Denis Viger et M. Wakefield de l'autre, surtout en présence d'une minorité de votans dont les principaux membres désiraient, autant que la majorité, que les ministres résignataires fussent rappelés au pouvoir. Non, nous ne serons pas aux *Mélanges Religieux*, l'injure de leur prêter une pensée qui, dans les circonstances actuelles, n'aurait rien de canadien. Les rédacteurs de cette feuille, qui, autant que nous, ont applaudi à l'avènement au pouvoir du ministère Lafontaine-Baldwin, savent trop bien que l'union seule fait la force de la cause du Bas-Canada et que ce ministère personnel fait cette force, pour ne pas éviter, dans ce qui a été appelé "la crise ministérielle," tout ce qui pourrait tendre à détruire cette union, et par-là à sacrifier l'avenir d'un pays dont la cause, nous en sommes sûrs, leur est aussi chère qu'à nous-mêmes. C'est un jeu et un jeu d'enfants, que de dire qu'il n'y a, dans la "crise ministérielle," qu'une question de forme ; et comme elle n'a trait qu'à nos affaires locales, c'est un suicide politique que d'avancer comme doctrine, que cette question doit être résolue non ailleurs qu'au tombeau des libertés coloniales des provinces anglaises, dans *Dowling-street*. Il n'est pas plus au pouvoir de lord St. John, ni aux *avisés secrets* de Sir

Charles Metcalfe, d'arrêter l'action du principe de gouvernement responsable, qu'il ne le serait aux *Mélanges Religieux* de prouver et de justifier par des faits les assertions du étranger spéculateur Wakefield. C'est aux représentants du peuple, siégeant soit dans le "township de Kingston," soit dans "notre bonne cité de Montréal," qu'il appartient de décider si le gouvernement de ces deux belles provinces sera conduit d'après "le gouvernement responsable" de l'honnête et libéral Sir Charles Bagot, ou d'après "le gouvernement responsable" de Sir Charles Metcalfe, gouvernement jusqu'ici incompris, si ce n'est, en apparence de M. Denis Viger et de M. Wakefield. Les *Mélanges*, voudraient-ils nous dire, si cela leur est possible, sur quels principes est conduit le gouvernement depuis la résignation de l'ex-ministère ? Il y aura bientôt deux mois que cette résignation a eu lieu, et aucun chef de département n'a encore été nommé en remplacement d'aucun des membres résignataires. Les départements qu'ils occupaient dans l'administration, forment pourtant les rouages au moyen desquels "le gouvernement responsable" de Sir Charles Bagot, approuvé dans le temps par les *Mélanges*, par M. Viger lui-même, devait fonctionner et a en effet fonctionné même depuis l'arrivée de Sir Charles Metcalfe. Pourquoi donc, s'il n'y a pas d'autres raisons, (en les supposant vraies), contre les ministres résignataires que celles que les *Mélanges* répètent sur l'autorité de M. Wakefield, a-t-il été jusqu'ici impossible à Sir Charles Metcalfe de fournir une administration, nonobstant l'appui de Monsieur Denis Viger, et de ses *exceptions à la forme*. Une *exception à la forme* ne doit durer qu'un instant. Après, en langage de cour, si nous ne nous trompons pas, il faut procéder au fonds, au mérite ; et dans ce même langage, les *exceptions à la forme* sont les moyens que le *chicaneur* emploie le plus souvent, lorsqu'il ne veut ni avouer ni désavouer quant au fonds, surtout lorsqu'il est interpellé de le faire, comme l'a été M. Denis Viger par le représentant de Saint-Maurice, M. Turcotte. Une *exception à la forme* ! Quoi, serait-il possible que ce serait tout ce qu'on pourrait alléguer pour justifier la conduite du triumvirat, du "ministère indéfinissable" auquel est aujourd'hui confié le sort du pays. C'est un jeu d'enfants. Dirait-on que c'est une *exception à la forme* ce que l'on voit se passer à présent à la Nouvelle-Ecosse, là où le parlement a été dissous, là où les membres *libéraux* du cabinet à l'exemple du ministère La Fontaine-Baldwin ont aussi donné leur résignation, là où du moins l'on a fait un *appel constitutionnel* au peuple ? Non, et les *Mélanges Religieux* l'avoueraient eux-mêmes ; il ne s'agit pas d'une *exception à la forme* ; il s'agit d'une *exception au fonds* ; et dans ces sortes de causes, les peuples qui sentent le prix de la liberté et d'un bon gouvernement, peuvent souffrir pendant quelque temps, mais ils finissent toujours par gagner.

## NOUVELLES RELIGIEUSES.

IRLANDE.

—En Irlande, deux protestans ont fait, dernièrement, abjuration publique à Drogheda.

ALLEMAGNE.

—On écrit de Francfort-sur-Main :

"La réforme du judaïsme, qui a établi son centre d'action dans notre ville, continue à se propager, et grand nombre d'adhésions individuelles arrivent chaque jour de toutes les principales villes d'Allemagne. Presque tous les banquiers et grands capitalistes juifs se seraient, chez nous surtout, déjà déclarés pour elle, sans les efforts que fait la maison des Rothschild pour en arrêter ou du moins en entraver le progrès. Un de nos banquiers israélites ayant, il y a peu de temps, négligé de faire circoncire son fils, la maison de banque des Rothschild lui a sur le champ refusé tout crédit et notifié la rupture immédiate de toutes leurs relations de banque et de commerce. Ce procédé n'a pas manqué d'effrayer beaucoup tous les négociants juifs de Francfort, plus dépendants des bonnes grâces des Rothschild que celui que leur colère avait frappé. On assure qu'ils viennent d'adresser à un homme d'Etat fort haut placé, en Prusse, un mémoire contenant l'énumération de tous les inconvénients qui, d'après leur opinion, devraient résulter de la suppression des observances et des traditions mosaïques et talmudiques. Pour qui connaît l'étendue du vaste réseau qui embrasse le judaïsme d'Europe et d'Asie, et dont les fils recteurs sont aux mains de la famille Rothschild qui, si elle venait à en avoir besoin, disposerait du dernier écu du dernier des juifs, cette opposition à la réforme n'a rien de surprenant. A ce sujet nous nous contenterons de rappeler l'atroce assassinat commis, il y a peu d'années, sur le P. Thomas, missionnaire à Damas. La découverte de ce crime, que deux de ceux qui y avaient coopéré désignèrent eux-mêmes comme la pratique d'une observance talmudique, répandit la terreur parmi tous les juifs ; et l'on sait que le crédit et les capitaux sacrifiés en cette occasion par la haute banque juive réussit à grand peine à assourir cette horrible affaire. On comprend donc à merveille toute l'importance que les chefs de la banque judaïque mettent à maintenir cette communauté d'intérêts qui a sa source dans le judaïsme positif et traditionnel, et qui se dissoudrait infailliblement, si la réforme, actuellement en œuvre venait à prévaloir, c'est à dire si le protestantisme dit chrétien, bien que réduit au pur rationalisme, ne se tiennent plus en rien ni par rien aux doctrines chrétiennes. C'est ce rationalisme même qui devient l'élément de la fusion qui s'accomplit en Allemagne."

GUYANNE-ANGLAISE.

—Nous apprenons que Mgr. Clancy, évêque de Demerara (Guyane anglaise), a donné sa démission. Son coadjuteur, Mgr. Hynes, lui succède.